
ARGUMENTAIRE

POURQUOI C'EST « NON »

La constitution européenne telle qu'elle nous est proposée aujourd'hui constitue-t-elle une avancée, un progrès ou une régression dans la construction européenne ? Poser la question n'a rien d'un paradoxe, car tout indique que les opinions publiques se la posent à leur manière, si l'on veut bien admettre que plus de 60 % de l'électorat s'abstient aux élections européennes. Abstention qui, faut-il le préciser, a une signification politique profonde.

Dans notre pays, il est clair qu'un nouvel esprit souffle : non celui du scepticisme anti-européen, mais celui du ras-le-bol, de la volonté de vérité, du refus de voir justifier le pire sur les plans sociaux et économiques au nom d'un européisme béat et entièrement soumis à l'Europe des libéraux.

Dans notre pays, avec cette constitution qui inscrit dans le marbre l'orientation libérale, ce qui est en jeu, c'est la République, c'est l'avenir de la République.

L'Europe libérale, en effet, c'est l'absence d'une politique de l'emploi capable d'assurer l'intégration et la cohésion sociale ; c'est l'absence d'une politique industrielle capable de proposer aux peuples européens une Europe de projets communs, de développement commun ; c'est l'absence d'une politique de recherche et d'investigation, soumettant l'innovation au seul critère d'un monétarisme qui ne profite qu'aux détenteurs de capitaux et aux spéculateurs.

La constitution condamne à terme nos services publics, en les privatisant sournoisement ; elle empêche toute politique de l'emploi parce qu'elle interdit a priori toute intervention de l'Etat ; elle oblige l'Europe à l'égard de l'OTAN, c'est-à-dire qu'elle nous soumet à l'Amérique ; elle fait référence à la religion, alors que notre constitution nationale sépare depuis un siècle le spirituel du temporel.

Elle propose une conception de la citoyenneté qui est fondée sur les droits et les devoirs acquis par l'appartenance au seul marché, alors que notre conception s'inscrit dans l'histoire profonde de notre pays. Elle propose une conception molle du social, fondée sur la négociation permanente et le contrat, alors que notre modèle est assis sur la loi, le droit et l'organisation structurée syndicalement des groupes sociaux. Sur ce plan elle constitue une véritable régression.

C'est, d'un mot, notre conception globale de la République, de l'Etat, de la Nation, qui est attaquée. On peut faire confiance aux partisans d'un européisme non critique pour s'engouffrer dans cette voie. On peut tout autant compter sur nous pour nous y opposer avec vigueur, au nom de la République et du Social.

